

Le Burundi suspend les opérations des multinationales minières

@rib News, 23/07/2021 Source AFP Le Burundi a suspendu les opérations de plusieurs sociétés minières internationales, estimant ne pas bénéficier d'une juste part dans les revenus générés par l'extraction des richesses de son sol. L'une des entreprises visées opère à Gakara (photo), l'une des plus importantes mines au monde pour les terres rares, des composants clés dans les produits de haute-technologie.

Dans une lettre envoyée à ces entreprises et consultée jeudi par l'AFP, le ministre des Mines Ibrahim Uwizeye a déclaré que cette décision avait été prise en raison de "nombreux manquements" du code minier. "L'Etat, propriétaire du sol et des minerais, n'en tire pas de profit comme il devrait", affirme la lettre au sujet des produits miniers. Estimant les conventions actuelles "déséquilibrées", M. Uwizeye a déclaré jeudi soir à l'AFP que le gouvernement cherchait à conclure des accords "gagnant-gagnant". "Nous voulons renégocier toutes ces conventions au profit du peuple car ces minerais doivent servir à financer le développement du pays", dit-il. Les sept entreprises concernées sont d'origine britannique, chinoise et russe mais la principale cible du gouvernement est Rainbow Rare Earths, cotée au Royaume-Uni. Via une filiale détenue à 10% par l'Etat burundais, Rainbow opère Gakara (ouest), la seule mine de terres rares en production d'Afrique. D'autres de ces sociétés produisent de l'or ou du coltan, principalement utilisés dans les équipements électroniques. M. Uwizeye a affirmé que le Burundi demandait une répartition plus équitable des revenus de Gakara et a demandé à Rainbow de suspendre les exportations de concentrés de terres rares jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Rainbow n'était pas disponible dans l'immédiat pour des commentaires. Le Burundi attend beaucoup de son secteur minier industriel, et plus particulièrement des terres rares, mais ses revenus ont jusqu'ici été moins importants qu'attendus. "Le Burundi prévoit de tirer environ 1,5 million de dollars de l'exploitation minière pour l'exercice budgétaire 2021 (...) C'est très peu par rapport à tout ce qui est exporté", a déclaré Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, la principale organisation de lutte contre la corruption au Burundi. Le président Evariste Ndayishimiye, qui a pris ses fonctions en juin 2020, a fait de la lutte contre la corruption une priorité au Burundi, classé depuis des années parmi les 10 pays les plus corrompus du monde, selon Amnesty International. Les terres rares sont des matériaux cruciaux pour certaines industries aujourd'hui en forte croissance comme l'oléon, les voitures électriques ou encore les smartphones.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});